



## Université d'été

# Démocratie, un enjeu d'école

### APPROCHE

La démocratie, ce n'est pas une farandole de Schtroumpfs qui saiment !

### EN PRATIQUE

Du grain à moudre

### PARADOXE(S)

« Nous », la somme des « je » ?

### ENJEU

Apprendre la démocratie à l'école ?

### CONCLUSIONS

L'enseignement catholique, une richesse pour la démocratie

Tout le monde en convient, l'école est un lieu d'apprentissage de la démocratie. Cela signifie-t-il pour autant qu'elle doit elle-même devenir une démocratie afin d'éduquer ? Comme l'a rappelé **Étienne MICHEL**, l'école institue une différence de places ; entre l'enseignant d'une part et l'élève d'autre part, autrement dit, entre l'adulte et l'enfant.

Éduquer signifie « *conduire hors de* » et concrétise le passage de l'enfance à l'âge adulte. Le philosophe **Marcel GAUCHET** parle volontiers de l'antériorité des savoirs. L'enseignant est dépositaire du savoir, alors que l'enfant – « *l'infans* » – a encore tout à apprendre et doit acquérir le langage.

L'école est ensuite un lieu d'apprentissage concret de la vie en société, où s'élaborent les conditions du vivre ensemble. Si des règles sont discutées, coconstruites au conseil de classe où l'on peut décider, par exemple, de l'agencement des locaux, d'autres enjeux, comme la détermination des programmes d'enseignement, ne peuvent procéder de ce principe.

Comme nous y a invités la 14<sup>e</sup> édition de l'Université d'été de l'enseignement catholique en aout dernier, il y a davantage lieu de s'interroger sur le « comment ». Comment faut-il éduquer à la démocratie ? Sur base de quelles références ? Les pages qui suivent proposent d'y réfléchir. Bonne lecture ! ■

# La démocratie, ce n'est pas une farandole de

**John PITSEYS** est Docteur en philosophie et licencié en droit. Chargé de recherches au CRISP<sup>1</sup>, il s'intéresse plus particulièrement à l'analyse des systèmes démocratiques, à l'organisation institutionnelle de la Belgique et au système politique européen. Il était donc logique de lui demander de nous parler de la démocratie en général, et à l'école en particulier.

Notre démocratie est-elle réellement fatiguée ? N'est-elle pas tout simplement en perpétuelle construction, réinvention, cela la rendant à la fois vivante et fragile ?

**John PITSEYS :** Edmund HUSSERL<sup>2</sup> disait que la démocratie, c'est la crise. Il y a un peu de ça. Elle est forcément toujours en crise, puisqu'elle consiste à donner à chacun le droit de penser et de dire que les autres ont fondamentalement tort, y compris quant à leur conception de la démocratie. En ce sens, parler de « crise de la démocratie », c'est peut-être ne pas comprendre tout à fait ce qui fait la nature même de la démocratie.

Maintenant, ça ne signifie pas que nos régimes démocratiques fonctionnent bien pour autant. Aujourd'hui, un nombre croissant de personnes ne croient plus en la démocratie, en sa capacité de faire émerger les désaccords, de les résoudre et de parvenir à des politiques qui changent le destin des citoyens. Elles ont l'impression que la décision est de moins en moins lisible, les acteurs de plus en plus nombreux, les niveaux de pouvoir de plus en plus enchevêtrés, et qu'on ne sait plus très bien de quoi on parle. Si on pense que tout est impossible, on se détourne de la politique et de l'idée même que la participation politique a un sens. Et ça, c'est peut-être un enjeu auquel notre époque fait face.

*Vous expliquez qu'il est primordial de savoir ce qu'on (notamment les politiques) met derrière les termes « démocratie » et « citoyenneté » qui peuvent, à tort, sembler évidents et forcément positifs. C'est utile aussi pour tout un chacun de se demander : « À quoi suis-je prêt à participer ? »...*

**JP :** On peut faire une liste de quelques questions à (se) poser. Quelles sont les conditions juridiques pour être un citoyen ? Y-a-t-il des critères d'âge, de capacité (y compris morale) ? Serait-il concevable, par exemple, que Marc DUTROUX puisse recommencer à voter ? Y-a-t-il des conditions de productivité, de contribution à la société ? Seriez-vous prêt à accorder (ou à retirer) le droit de vote à des gens, dès lors qu'on peut

prouver qu'ils sont particulièrement bêtes, qu'ils ont un fonctionnement intrinsèquement pervers, ou qu'ils ne contribuent en rien à la santé économique d'une communauté ?

Et, une fois précisée l'assise sur laquelle définir la citoyenneté, quel contenu donne-t-on à celle-ci ? Quels sont les devoirs du citoyen ? A-t-on l'obligation de voter ? Faut-il lier l'exercice du droit de vote au fait de payer des impôts ? Si les droits du citoyen incluent la liberté d'expression, d'association, de religion, comment les comprend-on ?



Photo : Stéphane VANOIRBECK

# Schtroumpfs qui s'aiment !

Interview et texte : Marie-Noëlle LOVENFOSSE

La liberté religieuse implique-t-elle, par exemple, de donner à des personnes le droit de mettre en place des pratiques considérées par d'autres comme liberticides ou toxiques ? La liberté d'expression, jusqu'où va-t-elle ? Faut-il la limiter, dès lors qu'elle nuit à la concorde ou à l'ordre public ? Et quelles sont les pratiques qui font de vous un citoyen ? Est-ce votre identité, votre appartenance culturelle, vos pratiques politiques, ou votre décision de vous investir ou non dans la communauté politique ?

**Vous avez évoqué le désir de réinvestissement du politique par les citoyens. Est-ce un réel espoir pour la démocratie ? Comment parvenir à aller plus loin que la simple addition d'intérêts particuliers ?**

**JP :** C'est une très vaste question à laquelle j'ai envie, sans doute un peu par lâcheté, de répondre par une autre question : qu'est-ce que participer ? Est-ce que cela consiste à voter une fois tous les 5 ans et, le reste du temps, à se préoccuper de ses affaires privées, en laissant le gouvernement faire son travail ? Est-ce s'informer, s'investir dans des pratiques sociales, dans sa famille, son voisinage, son école ? Est-ce se coaliser, former des associations, s'investir dans la société civile ? Faut-il donner la possibilité au citoyen de traduire ses engagements politiques en actions susceptibles de produire des résultats, et donc de remettre en question la distinction représentants/représentés au profit de procédures de démocratie plus directes ou participatives ?

Il y a plein de propositions en ce sens. Tirage au sort, votation, référendum ou autre : peut-être que dans quelques années, on reviendra de manière sérieuse sur une proposition qui sera améliorée, développée, compte tenu de l'évolution des technologies de l'information et de la communication. Donc, quand quelqu'un se présente aux élections et dit « *Il faut plus de citoyenneté* », interrogez-le sur sa conception de la participation.

**Sur les réseaux sociaux, de nombreuses personnes font part de leur avis (souvent de leur mécontentement) à propos de telle décision, ou de la politique en général. Quelle place donner à ces expressions ? Est-ce de la participation au sens propre ?**

**JP :** Ce n'est pas de la participation au sens où les gens qui échangent sur les réseaux sociaux ne participent pas directement à la délibération politique, c'est-à-dire à la discussion menant à une décision politique. Cela ne veut pas dire que ce soit une activité sans rapport avec la politique et sans influence sur celle-ci. Le sociologue et philosophe HABERMAS fait une distinction entre pouvoir et influence. Quand des gens manifestent, certains représentants politiques disent : « *Ce n'est tout de même pas la rue qui décide !* » C'est à la fois vrai et faux. Quand des gens descendent dans la rue, font la grève ou créent des associations, c'est précisément parce qu'ils savent qu'à défaut de pouvoir, ils peuvent avoir de l'influence. S'ils entendaient aussi exercer un

pouvoir direct, cela exigerait de transformer complètement les institutions. Dans une démocratie représentative, on ne peut pas reprocher aux corps intermédiaires de vouloir influencer la décision politique, précisément parce qu'ils n'ont pas le pouvoir.

**L'école explique aux élèves le fonctionnement d'une démocratie et est censée faire d'eux des citoyens qui pourront s'insérer dans la société. Doit-elle aussi, pour y parvenir, mettre en application, en son sein, des processus démocratiques ?**

**JP :** On s'accorde, la plupart du temps, pour dire que l'école est un vecteur de citoyenneté et d'apprentissage de la démocratie. On apprend aux élèves ce qu'est la démocratie, et on explique que c'est d'abord une pratique de participation. Peut-être serait-il utile alors, déjà dans une perspective purement pédagogique, de comprendre que cela aura d'autant plus de sens si les élèves sont, par ailleurs, mis en situation de discuter, débattre, participer et, surtout, de rentrer en conflit pacifique. C'est ça qui est important ! La démocratie, ce n'est pas une farandole de Schtroumpfs qui s'aiment ! C'est, la plupart du temps, des gens qui ne s'aiment pas particulièrement, qui n'ont pas envie de faire la farandole, mais qui ont décidé de trouver un accord de manière pacifique autour d'un certain nombre de points.

Par ailleurs, l'école est un lieu de pouvoir (entre le PO et la direction, la direction et les enseignants, les enseignants et les élèves, les élèves eux-mêmes...). Cela peut amener des relations de domination, certaines étant légitimes, justifiées, d'autres étant vécues comme abusives. Si on exclut l'idée que l'école est aussi un champ de réflexion démocratique, on accroît les possibilités que ces relations de pouvoir deviennent des relations de domination illégitimes, et peut-être toxiques. Mettre en place des relations plus démocratiques (de contrôle réciproque, d'échange, de délibération, de discussion, de reddition de comptes) permet sans doute de limiter le caractère abusif de certaines de ces relations de domination. Il ne s'agit donc pas de dire que l'école doit absolument être démocratique, mais considérer que la démocratie n'a rien à voir avec l'école poserait, selon moi, de véritables problèmes au jour le jour dans le fonctionnement de l'institution. ■



Retrouvez la version intégrale de cet entretien en vidéo sur [www.entrees-libres.be](http://www.entrees-libres.be) > Plus > Extras

1. Centre de recherche et d'information socio-politiques
2. Philosophe allemand du début du 20<sup>e</sup> siècle

# Du grain à moudre

Propos recueillis par MNL et BG



Photo : François TEFNIN

**Anne CORNU, professeure de religion à l'Institut technique Saint-Joseph D2-D3 à La Louvière :**

« Je suis venue chercher une ouverture, entendre formuler ici ce que je pense au fond de moi, mais aussi entendre des choses auxquelles je ne m'attendais pas. Cela permet de se ressourcer pour repartir pour une nouvelle année scolaire dynamisée. Ça rejoint ce que l'on vit sur le terrain et ça l'éclaire. J'ai entendu ce qui était dit à propos des jeunes, de la loi, etc. Je le vis concrètement quand, par exemple, j'explique à mes élèves ce que veut dire le sens interdit, qu'ils voient comme une atteinte à leur liberté, alors

que c'est important pour pouvoir vivre ensemble. Je travaille dans l'enseignement technique et professionnel. J'aborde avec les élèves le thème de la relation, du vivre ensemble. On parle de la vie, de ce qui les touche... Tout est intéressant pour les faire réfléchir à leur manière de vivre, pour les inciter à être à l'écoute d'eux-mêmes. »

**Didier VANHEUVERZWIJN, directeur de l'École fondamentale Sainte-Ursule à Molenbeek-Saint-Jean :**

« J'ai déjà participé à quelques Universités d'été. En général, on en ressort grandi, questionné. C'est utile de « recevoir du souffle ». Le thème de cette année m'intéressait clairement. Ce que dit J.-P. LEBRUN remet un peu en question toute la manière de fonctionner, les règlements scolaires, etc. Ça fait réfléchir. Pour ce qui est de donner place dans l'école à un fonctionnement démocratique, à la participation à une réelle citoyenneté, j'ai l'impression que c'est le cas au niveau de l'équipe enseignante, mais pas encore suffisamment au niveau des enfants. Des conseils d'élèves, par exemple, ne sont pas encore assez présents... C'est une idée à creuser. »

**Charles THIBAUT, directeur de l'Escale secondaire 1 Type 5 de l'enseignement spécialisé à Ottignies :**

« L'Université d'été, pour moi, c'est un peu la rentrée académique. Je viens pour le thème, mais aussi pour le principe de rencontrer le réseau, les collègues. C'est une occasion de mettre des visages sur des noms qu'on voit passer dans des mails. Le thème « Démocratie » me parlait particulièrement. C'est intéressant d'entendre ce discours un peu décapant de J.-P. LEBRUN sur la responsabilité de l'école dans la manière de faire bouger les lignes et les paradigmes chez les jeunes. Les thèmes des Universités d'été animent une réflexion pendant l'année scolaire, ça nous donne du grain à moudre. »

**Isabelle PIROTTE, assistante sociale au Centre PMS libre d'Etterbeek :**

« Je suis une adepte de l'Université d'été, je viens chaque année ! Pour plus de citoyenneté, il me semble que chacun doit garder sa place en respectant les individualités, et que la confiance des parents envers l'école est essentielle. Je travaille dans un établissement où la démocratie est bien présente, où il y a le respect de chacun, mais cela reste compliqué dans certaines écoles. C'est à la direction de donner une impulsion au niveau du corps professoral, puis des élèves, sans oublier le travail d'accompagnement des familles. Le centre PMS se trouve vraiment à l'interface entre les différents pôles. »

**Pascal BAERT, professeur au Collège technique Saint-Henri à Mouscron (secondaire) :**

« On mélange un peu les termes de démocratie, citoyenneté, et j'avais envie d'y voir un peu plus clair. Par exemple, on peut être citoyen à la fois dans un espace social, dans un espace professionnel, dans un État-nation... J'ai apprécié l'intervention de J.-P. LEBRUN. Cela fait 34 ans que je donne cours, et j'ai vécu le tournant dont il parle. On exerce un autre métier aujourd'hui, de par une certaine frontalité avec les jeunes, leur côté revendicatif. En classe, ce n'est pas toujours évident, et je pense que le dialogue, le fait d'expliquer les choses peut être important. On ne vit pas seul, on vit en société, que ce soit dans la classe, dans la cour de récréation, les voyages scolaires... Ces microcosmes sont une bonne école de vie pour la société en général. » ■

Enseignants, directeurs, membres de PO..., vous étiez à nouveau nombreux cette année à vous être rendus à l'Université d'été. Si vos motivations sont diverses, la thématique en a inspiré plus d'un. L'occasion de donner du sens au concept de démocratie et de s'interroger sur la façon de la vivre à l'école.

# « Nous », la somme des « je » ?

Edith DEVEL

Pour **Jean-Pierre LEBRUN**, psychiatre et psychanalyste, le « nous » ne peut pas être que la somme des « je ». Il s'en est expliqué lors de sa conférence à l'Université d'été.

Le monde d'hier était ce que l'on peut appeler un « régime de la religion », explique Jean-Pierre LEBRUN. Laissons de côté la question de la croyance, car ce n'est pas de cela dont il est question. Ce régime était un régime d'organisation sociétal. Ce monde d'hier était un monde hétéronome, c'est-à-dire un monde dans lequel l'autre venait dire ce que l'on devait faire.

« Je ne crois pas qu'on ne peut plus gouverner. Je crois qu'on va, sans le dire, choisir un modèle de gouvernement qui gouverne sans gouverner. Ce qui n'est pas la même chose. Sans le dire, on va promouvoir un système où plus personne ne décide vraiment. »

Et voilà qu'avec la démocratie, le modèle s'inverse : nous décidons de ce que nous voulons faire. Nous organisons donc le collectif, nous mettons en place des règles, une loi qui va servir pour tous. Mais à partir du moment où cette loi est mise en place, il se pourrait très bien qu'elle vienne contredire ce que je veux à titre individuel... Dès lors, comment ne pas rejeter ce modèle ?

## Un individu d'emblée reconnu

J.-P. LEBRUN enchaîne alors avec une deuxième question centrale : ce passage d'une société hétéronome à une société autonome change-t-il quelque chose à la façon dont l'être humain se construit ? À nouveau, la réponse fuse : oui ! Nous sommes aujourd'hui des individus d'emblée reconnus comme tels. Mais que se passe-t-il quand l'enfant est reconnu comme ayant la légitimité de revendiquer sa singularité ? Dans le monde d'hier, l'enfant vivait d'abord la contrainte. Et s'il en avait les ressources et les capacités, c'était à partir de cette contrainte qu'il avait la légitimité de se révolter. Aujourd'hui, ce n'est plus comme cela. L'enfant a d'emblée la légitimité de devenir lui-même. Mais J.-P. LEBRUN souligne alors immédiatement la difficulté de cette situation : s'il est d'emblée reconnu, il a aussi le droit, d'emblée, de refuser ou d'ignorer ce qui est exigé de lui.

« Dans le monde d'hier, on vient aider en relativisant les exigences et en montrant que la singularité doit quand même trouver sa voie. Aujourd'hui, on vient aider en rappelant qu'il y a quand même des exigences auxquelles il faut se confronter et que ça n'empêche pas, si on les respecte et qu'on trouve sa voie, d'arriver à faire aboutir ce qu'il en est de son désir propre. »

## Une difficulté commune d'éducation...

Le psychiatre indique également qu'aujourd'hui, les parents, comme les enseignants se sentent délégitimés. Le discours sociétal n'appuie plus du tout leur action. Aussi, la donne a changé. Cette capacité nouvelle que possède l'enfant, rien ne nous indique qu'il sache s'en servir. Et au fond, ce n'est pas un cadeau que de laisser croire à l'enfant qu'il peut choisir, et que ce choix ne sera pas difficile pour lui. Il n'y a rien de plus pénible, voire cruel pour certains jeunes que de devoir choisir car en effet, choisir quelque chose, c'est automatiquement renoncer à d'autres.

## ... et une place à tenir !

Comme dit J.-P. LEBRUN, « C'est là que les jeunes ont besoin de nous ! » Et autrement qu'hier. Non pas pour venir leur mettre des règles, mais plutôt pour leur faire apparaître que nous-même, si nous occupons la place que nous occupons, c'est parce que nous avons assumé cette division entre ce que le collectif exige et nos désirs propres. Les jeunes ont besoin de rencontrer des gens d'autres générations qui peuvent témoigner, à leur manière, de la façon dont ils ont assumé cette contradiction, dont ils l'ont soutenue. Un message que J.-P. LEBRUN qualifie d'« un peu simple », mais également de « voie intéressante pour que ceux qui sont en difficulté puissent trouver la place qui est la leur et que nous espérons pour eux ». ■



Photo : François TEFNIN

« [...] c'est peut-être là que l'école aussi est attendue. C'est-à-dire [...] venir en aide à ceux qui se trouvent confrontés [...] à quand même devoir rencontrer le réel. Il n'est pas négligeable, s'ils ont autour d'eux des gens qui leur font entendre que c'est possible, que c'est viable, que ce n'est pas condamné, que ce n'est pas parce que le réel va leur tomber dessus qu'on ne peut pas pour autant mener son désir jusqu'à son terme... »

## Traces

Retrouvez les traces de cette 14<sup>e</sup> édition de l'Université d'été sur <http://enseignement.catholique.be> >

### Traces Université d'été

Nous vous proposons des retranscriptions de conférences, des captations vidéo et des interviews !

# Apprendre la démocratie

Philosophe et professeure en Sciences de l'éducation à l'Université de Rouen, **Marie-Claude BLAIS** tente d'analyser les problèmes rencontrés par l'école en lien avec l'évolution des valeurs et des principes démocratiques.

Son constat ? L'école doit former à la citoyenneté, mais l'ensemble de la société doit réfléchir à la question...

## L'école est-elle un lieu où apprendre la démocratie ?

**Marie-Claude BLAIS** : Oui, bien sûr, il y a un lien consubstantiel entre l'école et la démocratie. Elles sont nées ensemble. « *Démocratie, démopédie* », disait Platon : pour que le peuple puisse participer aux affaires publiques, il faut qu'il soit instruit. L'école est donc le lieu d'apprentissage de la démocratie par définition. Le problème que l'on rencontre aujourd'hui est que l'école ne semble plus remplir cette fonction, et la démocratie paraît attaquée, déstabilisée, elle ne parvient plus à répondre aux objectifs qu'elle s'était fixés.

## Comment expliquer cette évolution ?

**MCB** : En réalité, la démocratie a toujours évolué. Ses principes et ses valeurs ont été interprétés de manière différente selon les époques. L'école a contribué à la mise en place de la démocratie, en particulier au 19<sup>e</sup> siècle lorsqu'elle a été rendue obligatoire et a permis de faire accéder les jeunes au statut de citoyen.

Aujourd'hui, les jeunes sont citoyens mais ils ne participent plus au vote, ne s'intéressent plus à la chose publique, ne savent plus trop ce qu'est l'intérêt général. On a, dès lors, l'impression que l'école ne transmet pas bien les principes de la démocratie. Principes qui, en outre, sont compris aujourd'hui de façon très différente. Un exemple rapide : pour mes étudiants, la liberté, cela signifie qu'ils peuvent faire tout ce qu'ils ont envie de faire ! Le principe de liberté n'est pas suffisamment compris ou expliqué, quelque chose ne fonctionne pas dans la transmission du rapport entre la liberté et la vie collective...

Photo : Stéphane VANNOIRBECK



## La systématisation de l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté en Fédération Wallonie-Bruxelles peut-elle répondre à ce besoin de mieux transmettre les principes démocratiques ?

**MCB** : Oui, sans doute. Mais ces mesures sont comme des palliatifs, si on n'analyse pas les réelles difficultés. Un des rôles de l'école, en lien avec la démocratie, est d'apprendre aux jeunes à raisonner, à argumenter, à justifier leurs opinions, à en discuter... Si cette éducation à la philosophie et à la citoyenneté se donne dans cette optique, ça va, mais s'il s'agit de donner des connaissances dogmatiques sur le droit, la loi, etc., je ne suis pas sûre que cela fasse vraiment réfléchir les élèves.

## Le problème ne vient-il pas du fait que l'école n'est elle-même pas une démocratie ?

**MCB** : C'est une question que j'aimerais poser, en effet. On croit que pour former les jeunes à la démocratie, il faut les mettre dans des institutions qui appliquent elles-mêmes la démocratie. Mais laquelle ? Souvent, on les sensibilise aux éléments les moins intéressants, comme les procédures, le vote, les délégués, les instances de concertation, etc. C'est important, mais si on

# à l'école ?

Interview et texte : Brigitte GERARD

n'a pas compris le rôle du collectif et le fait que chaque individu ne peut exister qu'à l'intérieur d'une communauté politique ou sociale, mettre en place des structures dites démocratiques n'a aucun sens.

Aujourd'hui, les conseils d'élèves, les délégués de classe sont mis en place un peu partout, mais cela n'a pas beaucoup d'effet car les élèves ont l'impression que c'est très formel, que de toute façon, avec les instances démocratiques telles que l'Europe, les décideurs ne tiennent pas compte de notre avis. Ce sont des espèces de simulacres qui permettent d'apprendre et de réfléchir aux problèmes que pose la vraie démocratie, mais celle-ci s'applique au niveau des instances politiques, et pas au niveau de l'école. J'ai envie de soutenir que la démocratie à l'école est un des obstacles à la préparation des jeunes à la démocratie plus tard.

**Dans ce contexte, quel serait le rôle des enseignants ? Comment peuvent-ils faire prendre conscience aux élèves de ce qu'est réellement la démocratie ?**

**MCB :** Ils peuvent faire beaucoup de choses ! Notamment, leur apprendre à consulter leur propre raison. La démocratie est un régime qui est fondé sur la raison des individus et sur l'échange des rationalités. On arrive à l'universel essentiellement par la discussion rationnelle.

Si l'école se limite à une confrontation des opinions, comme tendent à l'être parfois les débats dits argumentatifs, où on se contente de tolérer et de se respecter, cela n'est pas une vraie formation. L'important est de former chaque jeune à un jugement éclairé, réfléchi. Et cela peut commencer dès la maternelle. Tu n'aimes pas ce dessin ? Pourquoi ? Les enseignants peuvent amener les jeunes à formuler un jugement, à être responsables de

ce qu'ils affirment et de ce qu'ils font, à dire pourquoi ils l'ont fait, etc. Là, ils travaillent pour la démocratie. Il y a un tas d'intermédiaires avant d'arriver à ces structures démocratiques de délibération.

**Et qu'en est-il de l'articulation entre l'école et les familles dans cet apprentissage ?**

**MCB :** On revient ici au diagnostic de départ selon lequel il y a une grande évolution de la société, qu'il faut analyser. Cette évolution découle d'une application erronée des principes démocratiques tels que la liberté individuelle, l'individualisation, c'est-à-dire un individu plus important que le collectif. C'est lui, la valeur. Les parents comprennent que l'individu, c'est moi, mon fils, ma fille et ils ont éliminé ce qui était très important au moment où ces valeurs d'individualité ont été formulées, c'est que l'individu n'existe qu'à l'intérieur d'une société qui garantit toutes ses capacités à exercer son individualité.

Les familles doivent, dès lors, être aussi dans la réflexion sur ce qu'elles attendent de l'école et de la vie sociale. Elles ont besoin de la vie sociale mais, en même temps, voudraient que leur enfant soit pris comme un individu indépendant de toute structure, qui a droit à tout, à réussir sa vie sans pour autant s'impliquer dans la vie collective.

**L'école peut-elle former des citoyens ?**

**MCB :** J'aime à croire qu'elle peut le faire ! À la limite, si elle ne remplit pas ce rôle, plus besoin d'école ! On va vers une telle individualisation des démarches d'apprendre, avec internet en particulier, qu'on peut mettre des ordinateurs dans chaque chambre d'enfant, et cela suffira pour qu'il puisse apprendre un métier lui permettant de réussir dans la vie.

Certains de mes étudiants ont travaillé sur l'évolution des centres de loisirs pour les jeunes, et c'est pareil. Il leur faut des loisirs à la carte, avec un choix d'options, d'activités, et tout ce qui était de l'ordre de l'apprentissage de la vie collective, des prises de responsabilité, c'est terminé... Cela ne peut pas préparer à la responsabilité dans la vie publique !

Il me semble, en fait, que l'école est le seul lieu où l'on peut apprendre la citoyenneté. On a besoin de la conscience des adultes sur les dérives dans lesquelles on se trouve aujourd'hui : l'utile, le présent, l'individu, le bonheur de chacun, son épanouissement... En réalité, on est tous dans cet état d'esprit, et cela ne fait pas une démocratie. Il y a une réflexion générale à avoir, et ce n'est pas seulement à l'école de le faire. Il est, bien sûr, positif que cela commence par les enseignants et par les institutions d'éducation, mais toute la société doit s'interroger sur cette transformation ! ■



Retrouvez la version intégrale de cet entretien en vidéo sur [www.entrees-libres.be](http://www.entrees-libres.be) > Plus > Extras

# L'enseignement catholique, une richesse pour la démocratie

« Une véritable interrogation pèse sur l'avenir de la démocratie », constate d'entrée de jeu le Directeur général du SeGEC, invité à conclure l'Université d'été 2018. Dans nos pays, une crise de la politique masque, en réalité, une interrogation sur la démocratie. Ailleurs dans le monde, la fascination pour les « démocraties efficaces », à l'image de ce qui se passe dans des pays comme la Russie, la Turquie, la Hongrie ou encore la Pologne, cache une remise en cause des démocraties libérales telles que nous les connaissons.



Photo : François TEFNIN

## Pas de démocratie sans culture

Chez nous, observe **Étienne MICHEL**, la crise de confiance dans les institutions est loin d'être uniforme. Le système d'enseignement, ou encore les associations de la société civile sont crédités d'une confiance beaucoup plus élevée – elle est même en augmentation – que les institutions politiques. Ce qui ne résout pas tous les problèmes et ne répond pas à toutes les questions.

Comment, par exemple, penser le lien entre l'école et la démocratie ? Cette dernière n'est pas seulement affaire de procédures et d'institutions, mais aussi de culture. La démocratie ne peut pas vivre sans la culture qui la fonde et lui permet de se renouveler au travers des différentes époques. L'école a, évidemment, un rôle fondamental à jouer en la matière. Et la tradition chrétienne a toute sa place dans la construction citoyenne.

Le principe de l'égalité des citoyens, fondateur de la démocratie, ne vient pas de nulle part, rappelle à cet égard E. MICHEL. Il procède de la rencontre du principe de l'égalité de chacun, hérité de la tradition chrétienne, avec la philosophie des Lumières et la référence à la raison.

## Connaissance des religions et tolérance

Quel est alors le plus grand danger pour la démocratie ? Si elle ne peut vivre sans la culture qui la fonde, n'est-ce pas, précisément, le fait d'être dissociée de cette culture qui risque de la faire vaciller ? Pour le philosophe Alain TOURAINE<sup>1</sup>, dans nos pays, le plus grand péril pour la démocratie est bien la dissociation croissante entre la rationalité instrumentale et les identités culturelles. Voilà, dès lors, un programme tout tracé pour l'école en général, et pour l'école catholique dans sa tradition propre, chargée de s'inscrire dans la modernité d'un dialogue entre le travail de la raison, l'émancipation de l'individu et l'enracinement dans une culture.

Dans cette optique, il paraît utile, voire fondamental, de promouvoir l'enseignement des religions en tant que partie intégrante de l'histoire, de la culture et de la philosophie de l'humanité. L'absence, chez de nombreux élèves, de toute référence à une culture religieuse leur rend inaccessible et inintelligible une part essentielle de leur propre héritage et du monde contemporain. Une bonne connaissance des religions et un sens de la tolérance semblent, en effet, indispensables à l'exercice de la citoyenneté démocratique.

## Une contribution incontournable pour un réel « vivre ensemble »

« L'importance des associations libres pour combattre l'individualisme des sociétés démocratiques est bien connue depuis TOCQUEVILLE », conclut le Directeur général du SeGEC, soulignant à ce propos le rôle tout particulier tenu par les quelque 800 PO et 10 000 bénévoles de l'enseignement catholique, qui rendent des services inestimables et indispensables au bon fonctionnement des écoles et au « vivre ensemble » dans notre société. ■

1. Alain TOURAINE, *Qu'est-ce que la démocratie ?*, Fayard, 1994